

Le point sur...nos dernières acquisitions

SECURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS FLEXI-SECURITE

Travail flexible, salariés jetables : Fausses questions et vrais enjeux de la lutte contre le chômage

HUSSON Michel ; La Découverte, 2006, pp. 1-138

Résumé : La mobilisation anti-CPE du printemps 2006 a témoigné du rejet massif de la précarité par la population française.

Pourtant, médias et responsables politiques continuent de répéter que la flexibilisation du marché du travail est indispensable pour lutter efficacement contre le chômage. Qu'en est-il réellement ? Quelle est la situation du marché du travail en France ? Les mesures de flexibilisation ont-elles vraiment contribué à créer plus d'emploi aux Etats-Unis et en Europe ? Peut-on importer le fameux modèle danois de flexicurité ? Cet ouvrage tord le cou aux idées reçues qui dominent le débat public. Il montre en particulier que le travail français a déjà été largement flexibilisé, sous l'effet des offensives d'un patronat qui est parvenu à imposer ses vues sur la " société du risque ". Il rappelle comment la flexibilité produit ses effets dévastateurs dans les collectifs de travail et que le débat sur la flexibilité a fait passer au second plan des problèmes plus fondamentaux : l'hyper-profitabilité des entreprises, le déclin de la part des salaires dans la richesse produite et la financiarisation croissante et sans contrôle de l'économie. La question est alors posée : pourquoi les salariés devraient-ils encore et toujours " s'adapter " à un nouveau régime capitaliste que les autorités politiques renoncent à réguler ? (Résumé de l'auteur) **Ouvrage - Réf : 10.01-1**

L'introuvable sécurité de l'emploi

AUER Peter ; *GAZIER Bernard* ; Flammarion, 10/2006, pp. 1-193

Résumé : Délocalisations, précarité, chômage : avec la mondialisation qui s'accélère, les grandes peurs sont devant nous. Que restera-t-il de nos emplois demain ? Quels salaires et quelles conditions de travail pourront-ils nous offrir ? Pour répondre à ces questions et fonder un nouvel espoir, ce livre part d'une double conviction. Il faut d'abord sortir du cadre franco-français. Quels sont les pays développés qui s'en tirent le mieux et pourquoi ? S'inspirer par exemple du modèle danois, mais aussi des " Fondations de travail " autrichiennes qui épaulent le reclassement des personnes en cas de restructuration ; ou encore considérer le congé parental suédois qui favorise à la fois l'égalité des sexes et le retour à l'emploi. Il faut ensuite repenser la " flexicurité " de l'emploi. Comment combiner les exigences de la flexibilité du travail et celles de la sécurité des personnes ? En commençant par affronter le cercle vicieux du marché du travail : c'est parce que le chômage est massif que les travailleurs s'accrochent à leur emploi. Parler de " mobilité " apparaît alors comme un emplâtre sur une jambe de bois. Avec des garanties collectives fondées sur le dialogue social, avec des entreprises mises en situation de proposer, seules ou en réseau, des parcours professionnels stabilisés, il est possible de reconstruire la confiance. Cela suppose une nouvelle organisation sociale que ce livre met au jour. Nous avons les expériences, nous avons la boussole, il est temps d'avancer vers le modèle social européen du XXIe siècle. (Résumé de l'auteur) **Ouvrage - Réf : 10.01-2**

Flexi-sécurité : l'invention des transitions professionnelles

KAISERGRUBER Danielle ; ANACT : Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, 2006, pp. 1-132

Résumé : Les situations économiques au sein des territoires français peuvent changer rapidement, nécessitant des restructurations, des délocalisations, des dispositifs de reclassement et de reconversion à destination des salariés. Ces recettes n'opèrent plus de manière efficace dans tous les cas. Comment inventer et mettre en oeuvre de nouvelles méthodes permettant de gérer au mieux les transitions professionnelles? L'ouvrage se propose ici, à travers l'examen de six cas, de s'inspirer du concept de flexi-sécurité présent dans certains pays scandinaves afin d'impliquer tous les acteurs, publics ou privés, sur les territoires concernés. **Ouvrage - Réf : 10.01-3**

La formation professionnelle pour un développement durable et solidaire

CARIF-OREF Réunion, 12/2006, pp. 1-191

Résumé : Les actes de cette 3ème université de la formation professionnelle des régions d'Outre-Mer se focalise sur la décentralisation et les partenaires dans les espaces territoriaux, la formation tout au long de la vie, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et le plan Régional de développement des formations, le développement des politiques contractuelles de la formation professionnelle au service du développement économique, la cohérence des dispositifs d'accueil, d'information et d'orientation avec les systèmes de formation, l'accompagnement des publics, la professionnalisation dans les systèmes de la formation et de l'insertion. **Actes, Compte-rendu - Réf : 10.20-63**

Droit de la formation : Un droit en devenir...

BERNIER Philippe ; Editions Liaisons, 2007, pp. 1-345

Résumé : Le droit de la formation a particulièrement investi le champ du droit du travail et a sensiblement reconstruit celui de la formation tout au long de la vie.

Devenu un outil à la fois pratique mais - paradoxalement - complexe, il s'inscrit dans une volonté forte des partenaires sociaux et du législateur d'ouvrir à tous les portes de la formation continue. Il répond à un contexte d'urgence lié au vieillissement de la population et son naturel renouvellement, à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ou encore à une évolution du droit lui-même, notamment en matière d'obligation d'adaptation au poste de travail. Cet ouvrage propose à l'ensemble des acteurs de la formation (entreprises, salariés, organismes de formation, collecteurs de fonds formation, partenaires sociaux, étudiants...) une lecture pratique et complète du droit de la formation en abordant six grands thèmes : la construction du droit de la formation (lois et accords de branches) ; son application au sein des entreprises (plan de formation, DIF, CIF, professionnalisation) ; les outils mis à dispositions (bilan de compétences, VAE, entretien professionnel...) ; l'implication " formation " des partenaires sociaux (CE et accord d'entreprise) ; l'évolution des logiques de financement de la formation ; le droit de la formation et les organismes de formation. Outil pédagogique complet, il réunit de nombreux documents : fiches pratiques, exposés thématiques, mini cas concrets et quiz... Un ouvrage indispensable pour comprendre, maîtriser et développer les possibilités et dispositifs de formation. **Ouvrage - Réf : 10.20-64**

La formation professionnelle continue : Stratégies collectives

GUYOT Jean-Luc ; MAINGUET Christine ; De Boeck Université, 2006, pp. 1-340

Résumé : L'intérêt porté à la formation professionnelle continue va grandissant.

Le vieillissement de la population de nos pays industrialisés, les exigences d'adaptation posées par la rapidité des évolutions technologiques et les conséquences des mutations économiques actuelles sont à l'origine de ce mouvement. Le plus souvent, celui-ci est analysé en référence aux dynamiques des systèmes socioéconomiques ou à celles des individus. L'examen de l'articulation de ces deux registres est cependant moins fréquent. Il fait l'objet du présent ouvrage. Pour mener à bien cet examen, une attention toute particulière est portée sur les lieux privilégiés d'expression et de réalisation de cette articulation : entreprises, organisations de formation et dispositifs locaux d'action publique. Cet ouvrage prolonge la réflexion entamée dans les ouvrages précédents : La formation professionnelle continue : l'individu au cœur des dispositifs et La formation professionnelle continue enjeux sociétaux. **Ouvrage - Réf : 10.20-66**

La formation professionnelle continue

SANTELMANN Paul ; La documentation Française, 11/2006, pp. 1-176

Résumé : La réforme de la formation professionnelle continue, initiée en 2003 par les partenaires sociaux, a modifié profondément le paysage institutionnel et économique français. De nouvelles modalités ont vu le jour, pour des catégories différentes (salariés, jeunes en insertion, chômeurs), les acteurs ont également dû s'adapter aux nombreuses procédures mise en œuvre. L'examen de la nouvelle organisation et des dispositifs est donc proposé, avant celui des acteurs. Les défis à relever en terme d'architecture globale, de mutations économiques, de parcours professionnels sont également abordés. **Ouvrage - Réf : 10.20-68**

Premiers éclairages sur la réforme de la formation professionnelle

DUMONT Jean-François ; LE DOUARON Pierre ; Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, 10/2006, pp. 1-64

Résumé : Depuis 2002, une réforme d'ensemble du système de formation professionnelle est engagée en France. Ses composantes majeures sont : la création d'un droit à la validation des acquis de l'expérience (VAE) par la loi de modernisation sociale de 2002, la création d'un droit individuel à la formation (DIF) et la recombinaison des contrats de formation en alternance, par l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 et la loi du 4 mai 2004 ainsi que la clarification du rôle des acteurs publics nationaux et régionaux par les lois décentralisatrices de 2002 et celle du 13 août 2004. Ce document dresse un bilan d'étape de cette réforme du système de formation professionnelle. Il se compose d'une note de synthèse présentant les éléments de

dynamique de la réforme et les questionnements qui restent à ce jour en suspens, et de différentes fiches détaillant l'analyse sur chacun des points de la réforme : bilan de la négociation collective, DIF, contrats de professionnalisation, VAE et décentralisation. **Rapport - Réf : 10.21-15**

INSERTION PROFESSIONNELLE

Quelle efficacité des contrats aidés de la politique de l'emploi ?

DASSAULT Serge ; SENAT, 21/02/2007, pp. 1-235

Résumé : L'enquête de la Cour des comptes relève l'éclatement, la complexité et la forte instabilité des conditions de mise en oeuvre des contrats aidés sur la période récente, en dépit d'un commencement de rationalisation de ces contrats avec le plan de cohésion sociale. Elle regrette le " mouvement de balancier " entre secteur marchand et secteur non marchand, qui s'effectue au gré de la conjoncture et ajoute à l'illisibilité des mesures, et constate que la répartition des crédits dans le cadre d'" enveloppes uniques régionales " est aussi facteur de confusion sur le terrain, d'autant plus que les anticipations des acteurs sont parfois perturbées par des injonctions nationales destinés à focaliser les politiques sur certains publics. L'impact réel des contrats aidés sur la réduction du nombre de chômeurs et les créations d'emploi reste difficile à évaluer, notamment en raison des effets d'aubaine. Toutefois, leur rôle en matière d'insertion sociale ne saurait être négligé. Quoi qu'il en soit, la Cour des comptes souligne le " besoin impérieux " d'une méthodologie adaptée d'analyse de l'efficacité des contrats aidés, qui ont représenté une dépense de 5,6 milliards d'euros en 2005. (Résumé tiré du site Internet) **Rapport - Réf : 11.24-3**

Lever les obstacles aux promesses de l'IAE

Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, 09/2007, pp. 1-38

Résumé : L'initiative conjuguée de la société civile et des pouvoirs publics a construit progressivement un dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) permettant aux personnes qui en sont le plus éloignées de retrouver, par le travail, l'accès à un emploi et une professionnalisation. Ce dispositif a été rendu nécessaire par la croissance du chômage de longue durée et des exclusions qu'il entraîne. Ce rapport décrit la place de l'insertion par l'activité économique et les nouvelles questions qui se posent (évolution du cadre d'intervention des pouvoirs publics, transformation du modèle de protection sociale et du traitement du chômage). Il porte un diagnostic sur la situation de l'IAE (aide insuffisante des pouvoirs publics, méconnaissance par ceux-ci de l'activité et des résultats du secteur, difficulté de construction des parcours d'insertion professionnelle). Il émet des propositions pour une meilleure gouvernance et une bonne efficacité du secteur (clarification du contexte institutionnel, simplification et harmonisation des modalités de financement des structures d'IAE, amélioration de l'efficacité des parcours d'insertion). **Rapport - Réf : 11.3-18**

Rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

SCHWARTZ Bertrand ; LABBE Philippe ; Editions Apogée, 05/2007, pp. 1-235

Résumé : "Rééditer le Rapport de 81 n'a de sens que si un nouveau rapport est établi qui, décrivant le nouvel état des lieux de l'insertion des jeunes en 2007, fait des propositions ambitieuses et concrètes qui en découlent.

C'est à la condition de cette construction entre vos mains que, effectivement, cette réédition prend son sens : elle est un point de départ pour l'avenir des missions locales, et surtout pour les conditions que nous réservons à notre jeunesse." Ces mots de Bertrand Schwartz introduisent cet ouvrage qui, à n'en pas douter, constitue un événement puisqu'il permettra à tous ceux et celles s'intéressant à l'insertion, plus généralement aux jeunes, de découvrir ou de redécouvrir " le Rapport " - épuisé depuis plusieurs années, introuvable - qui signe la date officielle de naissance de l'insertion.

Chacun pourra y constater l'actualité de ses analyses et de ses propositions... preuve s'il en est qu'il reste beaucoup à faire pour vaincre les égoïsmes, les lenteurs et les intérêts multiples qui empêchent notre société de faire à la jeunesse la place qu'elle devrait occuper. À l'issue du Rapport, plusieurs contributeurs amorcent la réponse à l'exhortation de Bertrand Schwartz pour un nouveau Rapport.

Philippe Labbé, sociologue et auteur de plusieurs ouvrages sur les missions locales, propose une lecture qui chemine de 1981 à aujourd'hui et vers demain, du personnage Bertrand Schwartz au contenu du Rapport, des missions locales aux enjeux sociétaux, de la problématique d'insertion aux nouvelles données économiques... L'Association nationale des directeurs de missions locales, sur la base de sept contributions de ses administrateurs-trices (Myriam Audouze, Régis Barbier, Christine Béguinot, Michel Bonnet, Ana Feldman, Annie Jeanne, Vincent Plovier, Rachid Oukrid, Enrico Riboni et Sylvie Weill), ouvre la voie d'un "Contrat social avec la jeunesse" : de l'approche différenciée à l'approche globale, de l'orientation et de la formation à l'innovation... Avec cette réédition du Rapport Schwartz, les analyses et les perspectives qui y sont exposées constituent un socle, point de passage obligé de connaissances sur l'insertion, de son origine à ses enjeux, mais également une invitation à "se jucher sur les épaules des géants qui ont ouvert la voie pour voir plus loin et les dépasser." **Ouvrage - Réf : 11.40-67**

Organisation du travail et développement des compétences : Construire la professionnalisation

FERNAGU-OUDET Solveig ; L'Harmattan, 2006, pp. 1-321

Résumé : Les situations de travail peuvent être porteuses d'apprentissages, l'expérience peut être apprenante... Les notions d'entreprise formatrice, d'apprentissage organisationnel, de knowledge management, d'organisation apprenante ou qualifiante éclairent ce point de vue. Ce sont, dit-on, des organisations où les personnes peuvent entrer dans des processus d'apprentissage permanents... Qu'en est-il dans la réalité des entreprises ? A quelles conditions les organisations peuvent-elles conduire les individus à se développer et à se professionnaliser ? Quels sont les dispositifs organisationnels qui peuvent y contribuer ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles tentera de répondre cet ouvrage, conjuguant témoignages d'expériences, exemples pratiques et réflexion théorique. Ce livre s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux processus de formation et de professionnalisation : acteurs ou futurs acteurs du monde de la formation et du développement des hommes (étudiants, responsables de formation, consultants, managers, dirigeants, etc.). **Ouvrage - Réf : 13.33-88**

Travail et reconnaissance des compétences

CAVESTRO William ; DURIEUX Christine ; MONCHATRE Sylvie ; Economica, 04/2007, pp. 1-224

Résumé : La mobilisation des compétences est considérée comme un impératif pour la performance des entreprises et le maintien des individus dans l'emploi.

Cette mobilisation est souvent présentée comme porteuse d'un cercle vertueux car elle contribuerait à construire de nouvelles compétences au sein des collectifs de travail et permettrait leur reconnaissance par le maintien dans l'emploi. Pour autant, les processus de construction et de reconnaissance des compétences ne sont pas suffisamment analysés. D'importantes zones d'ombre subsistent notamment sur les modalités et les niveaux de cette reconnaissance. C'est précisément de ces questions que traite cet ouvrage, en explorant trois niveaux d'analyse : la relation entre individu et collectif, la relation entre les " métiers " des entreprises et ceux des individus, l'articulation entre branche et entreprise dans la négociation collective sur la reconnaissance des compétences. Cet ouvrage apporte ainsi un nouvel éclairage sur les processus de construction et de reconnaissance des compétences. Il en souligne la complexité et la nécessité de construire une cohérence globale qui dépasse le niveau de l'individu et celui de l'entreprise. **Ouvrage - Réf : 13.33-91**

La professionnalisation : acquérir et transmettre des compétences

CONJARD Patrick ; DEVIN Bernard ; ANACT : Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, 09/2007, pp. 1-159

Résumé : Les mutations socio-économiques à l'œuvre ces dernières années imposent la mise en place d'une ingénierie de la professionnalisation capable de créer des dispositifs efficaces pour tous les salariés. L'ouvrage pointe les enjeux de cette professionnalisation dans les organisations après l'avoir contextualisée. Différentes pratiques de professionnalisation sont décrites avant l'analyse des conditions préalables à la mise en œuvre d'un projet de professionnalisation. La conception, la mise en œuvre et l'évaluation de tels dispositifs sont également abordées. **Ouvrage - Réf : 13.33-92**

Réconcilier la stratégie et l'opérationnel : l'approche " processus-compétences "

DEMEESTERE René ; GENESTET Vincent ; LORINO Philippe ; ANACT : Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, 12/2006, pp. 1-189

Résumé : Personne n'est certain qu'une stratégie d'entreprise sera suivie d'effets concrets et efficaces : " L'intendance suivra ! " disait le général De Gaulle, mais les compétences des personnes chargées de mettre cette stratégie en œuvre peuvent être inadéquates et provoquer blocages et insuccès. Les auteurs présentent les fondements d'une méthode expérimentée dans plusieurs entreprises en matière de gestion des compétences et dénommée SPOC (Stratégie Processus Organisation Compétences). Ils énoncent également des retours d'expérience de la méthode, permettant ainsi son amélioration. **Ouvrage - Réf : 13.33-93**

Le management des compétences : développer les parcours professionnels et l'employabilité

ROY-LEMARCHAND Ghyslaine ; ESF Editeur, 09/2007, pp. 1-136

Résumé : La mobilité professionnelle devient une constante de la vie des salariés. Cette question désormais cruciale est tout d'abord traitée dans son contexte (transformations socio-économiques, dispositifs d'anticipation tels que la GPEC, identification des compétences professionnelles, parcours professionnels, dispositifs tels que l'entretien professionnel, la VAE ou le bilan de compétences). La mise en œuvre de ces dispositifs (surtout la question de la GPEC) est traitée dans une partie plus concrète. **Ouvrage - Réf : 13.33-94**

Professionnels de la formation, de l'insertion professionnelle, de l'emploi et de l'orientation de la région PACA, vous pouvez emprunter ces ouvrages auprès du Centre de Documentation, ressources multimédia.

Pour plus d'informations sur les modalités d'emprunts, sur place ou à distance, contactez-nous !

Courriel : documentation@espace-competences.org, Tél. 04.42.82.43.34/30

<http://www.espace-competences.org/documentation/>
